

Yacine DERRADJI

Université Frères Mentouri Constantine 1
Laboratoire Sciences du Langage Analyse du Discours et Didactique

Bekkouche Mustapha ou l'échec de la politique linguistique et culturelle coloniale

« *Il n y a pas de droits pour l'Algérien, c'est la loi du régime. On aura beau crier que l'Algérie c'est la France, nul ne sera dupe, car la différence est par trop grande, l'histoire, la géographie, les mœurs, la langue mise à part...* », Mustapha Bekkouche, *Journal de l'oublié*, (pp. 64-65)

Partisane des restrictions sévères imposées par l'idéologie de la puissance coloniale à l'égard de la scolarisation totale de la population algérienne, l'administration des années 1930/1960 et les politiques de la 4^{ème} république estimaient que l'hostilité de « *l'indigène se mesurait à son degré d'instruction* »¹. La scolarisation des enfants algériens pouvait être dangereuse sur le plan politique et idéologique et à moyen terme constituer un vivier d'opposants hostiles à l'achèvement de l'implantation d'un département français, « *l'Algérie c'est la France* »² **dixit** François Mitterrand. Cette contribution en hommage à la mémoire du chahid Bekkouche Mustapha

1. Le gouverneur TIRMAN, cité par AGERON Charles Robert in *Les Algériens Musulmans et la France*, Paris, PUF, 1968. p. 339.

2. <https://www.lefigaro.fr/vox/histoire/2016/03/18/31005-20160318ARTFIG00198-19-mars-quand-francois-mitterrand-declarait-l-algerie-c-est-la-france.php>

tentera de mettre en évidence les causes de l'échec de la politique d'implantation de la langue française en Algérie par l'administration coloniale.

1. L'école française coloniale, le cheval de Troie du colonialisme et de la francisation

La scolarisation des enfants autochtones n'a pas été une priorité de la politique de francisation de l'Algérie¹. Elle a même suscité auprès des parents de la méfiance à l'égard de l'institution scolaire, une attitude hostile à toute forme de scolarisation d'enfants musulmans considérant *cette institution comme un lieu d'évangélisation*² et de destruction de l'identité algérienne, des valeurs arabo-musulmanes et de l'Islam. « *Nous ne sommes pas français et nous ne voulons pas l'être. C'est la première chose qu'il faut que tout le monde sache. L'Algérie n'étant pas française, nous sommes sûrs que tous ses habitants y vivront en paix et la France trouvera mieux son intérêt.* » (Journal d'un oublié, p. 72), écrivait Mustapha Bekkouche de sa geôle. Avant lui, en 1958, Ferhat Abbas, Président du Gouvernement Provisoire Algérien (GPRA), affirmait sur un ton péremptoire : « *L'Algérie n'est pas la France. Le peuple algérien n'est pas français. Émettre la prétention de « franciser » notre pays constitue une aberration, une entreprise anachronique et criminelle...* »³. Des propos qui marquent le fondement nationaliste et identitaire de la lutte de libération nationale menée depuis le 1^{er} novembre 1954, une guerre de libération nationale perçue comme un acte de légitime défense par le chahid Mustapha Bekkouche : « Nous défendre

1. Le taux de scolarisation des enfants algériens en français pendant la période coloniale est resté très faible jusqu'en 1954 : 2 % en 1888, 3,5 % en 1902, 4,5 % en 1912, 5 % à peine en 1914, 8,9 % en 1938 et seulement 15 % en 1954, avec 85 % d'analphabètes, taux pouvant atteindre 98 % pour la population féminine dans certaines régions (Charles-Robert Ageron, 1999) ; au niveau de l'enseignement supérieur : "12 licences octroyées aux algériens en 1914" (Mostefa Lacheraf, 1974 : 187) et ce cycle a accueilli "89 étudiants en 1940, 589 en 1954" (Mostefa Lacheraf, 1974 : 187).

2. Mostefa Lacheraf, *Algérie, nation et société*, SNED, 1974, p. 312,

3. Journal *El Moudjahid*, N°30, 10 octobre 1958.

est une simple question de dignité, car l'arbitraire est maître et nous n'espérons nullement faire admettre l'absurdité de l'accusation. (JO, p. 110). Le ton est donné, l'auteur par de tels propos sonne le glas de la fin du colonialisme français et l'échec de sa politique d'assimilation par l'usage des armes, des massacres collectifs et, pire encore, l'usage en secret de la torture dans des camps d'internement. L'école coloniale a échoué dans ses desseins, la langue française a desservi le projet colonialiste et aiguisé les armes de la lutte contre l'impérialisme. Mustapha Bekkouche a pourtant fréquenté avec assiduité les bancs de l'école française et a achevé avec succès ses études. Sa passion pour la philosophie et la poésie ainsi que la parfaite maîtrise de la langue française lui ont permis d'observer avec lucidité et avec humanisme les dérives du colonialisme français et d'admettre pour évidence l'usage des armes pour défendre sa patrie l'Algérie. Cette lucidité de l'auteur Mustapha Bekkouche trouve ses origines et ses fondements dans le champ culturel algérien qui, en dépit de sa déstructuration et destruction totale par l'armée coloniale, a su garder intact ses repères identitaires, culturels, religieux, linguistiques et civilisationnels pour s'opposer à l'aliénation et l'acculturation diffusées insidieusement par l'école coloniale.

2. Le champ culturel algérien vs l'idéologie coloniale française

Le champ culturel algérien qui n'échappait pas aux grands événements influents de ce siècle était traversé depuis les années 1900 par plusieurs discours idéologiques qui portaient en germe les fondements idéologiques du nationalisme et du réformisme indépendantiste algérien. La langue arabe, l'islam, la modernité et l'ouverture sur le monde se constituaient en de puissants symboles identitaires et culturels qui une fois intériorisés dans la conscience populaire grâce aux instances de socialisation ont renforcé l'idée de lutte armée prônée par les militants de l'O.S (Organisation Secrète) et provoqué un changement d'attitude à l'égard de l'école coloniale.

Cette attitude de la population musulmane a d'abord été négative puis circonspecte pour devenir tolérante, réceptive et même très favorable à l'instruction européenne une fois que celle-ci fut définitivement perçue comme étant un facteur d'émancipation et non d'asservissement. Ce changement de posture à l'égard de l'école coloniale est une conséquence des influences des courants réformateurs qui apparaissaient dans le monde, en Europe, en Inde, en Egypte, en Syrie dans les années 1900, communément désigné dans les pays arabes par le terme EnNahda (Renaissance). Partagée entre tradition et modernité, entre les valeurs intrinsèques de l'Islam et les idées européennes de liberté, de démocratie, de nation, d'émancipation et de modernité véhiculées par l'idéologie occidentale, l'élite algérienne de la période coloniale se revendique de ces courants nationalistes, réformateurs EnNahda dont le chef spirituel et fondateur du mouvement en Algérie est Messali Hadj. Fondateur de L'Etoile Nord Africaine en 1927, le leader de cette association politique soumet au Congrès de Bruxelles (10-14 février 1927) les fondements idéologiques de son mouvement dont tous les points constitueront l'essentiel des revendications algériennes et de la lutte de la libération nationale. Ce qu'on appelle aujourd'hui les principes de Novembre 1954 ne sont en fait que les idées forces de Messali Hadj en ce qui concerne l'indépendance de l'Algérie : *le retrait des forces coloniales du pays ; la liberté de presse, d'association et de réunion ; l'accession à l'enseignement à tous les degrés de tous les algériens, la création d'école en langue arabe ; l'application des lois sociales, la constitution d'une armée nationale, la restitution des terres confisquées aux paysans...* Abdelhamid Ben Badis, illustre théologien des années 1900 et militant de la cause nationale peut être considéré aussi comme le deuxième chef spirituel du mouvement nationaliste algérien tant il a su, par son sens de l'organisation politique de la formation, de l'éducation et de la culture, inculquer un puissant souffle rénovateur dans la population algérienne et dans le monde musulman. Il fut aussi le chef

de file des « Oulémas¹ et des islahistes² qui ont contribué par la diffusion de leur discours politique à donner corps et sens à l'idéal nationaliste surtout auprès des jeunes algériens. En dépit des divergences de point de vue et d'appréciation sur l'action de Messali Hadj et du rôle de l'Association des Oulémas Musulmans Algériens (M. Lacheraf, 1963 ; A. Laroui, 1974 ; K.T. Ibrahim, 1995) quant à la socialisation culturelle et politique de la population durant la période coloniale, il est indéniable que l'on ne reconnaisse pas l'importance de l'impact de leur action dans sa conscientisation politique nationaliste.

En outre la coexistence pendant plus de 132 ans des deux communautés linguistiques, religieuses et culturelles différentes a contribué, en dépit de tous les antagonismes et déchirements, à mettre en place, dès les années 1900, grâce aux relations d'échange, de complémentarité inter et intra communautaires et des *relais de socialisation et de sociabilité*³, la trame et les conditions d'existence

1. *Oulémas* pluriel de *alem* qui désigne le savant, l'homme cultivé, instruit. Pendant l'occupation coloniale ce terme désignait surtout les disciples du Cheikh Abdelhamid Ben Badis, fondateur de l'A.O.M.A. et des principaux leaders qui l'ont soutenu dans son action d'instruction et de socialisation culturelle et religieuse Bachir El Ibrahim, Toufik El Madani, Moubarek El Mili..

2. *Islahistes* pluriel de *mouslih* qui désigne "*celui qui corrige*". Selon les commentaires de Mohamed El Korso la distinction qu'il fait entre les Oulémas, et les Islahistes est la suivante : " Les Oulémas (pl. de 'alem), (savant) sont des lettrés en langue arabe, généralement titulaires d'un diplôme. Ce qui n'est pas le cas du reste des membres de l'Association des Oulémas Musulmans Algériens (A.O.M.A.). Le diplôme confère à son titulaire islahiste le titre de 'alem, et c'est en cette qualité qu'il exerce la profession de mouderrès (enseignant dans un établissement libre en langue arabe). Les islahistes (pl. de mouslih), forment ce que l'on peut appeler les militants de base de l'A.O.M.A. Ces derniers n'ont ni le diplôme ni le savoir du 'alem., in "Lettrés, intellectuels et militants en Algérie, 1880-1950, URASC Oran, OPU, 1988

3. Les principaux relais de socialisation et de sociabilité en cours et émergents dans les années 1930/1950 sont sans aucune équivoque l'éducation familiale, l'école coranique, les medersas, les Zaouias et l'école traditionnelle. Les Zaouias sont des établissements religieux qui regroupent dans la société traditionnelle algérienne les membres d'une ou de plusieurs tribus sous la responsabilité d'un chef spirituel qui a la charge de légiférer selon les lois de la religion musulmane. Ce chef spirituel assure - en personne ou par délégation - la formation religieuse et morale des membres du groupe. La zaouia est aidé dans ses missions de formation et d'éducation par l'école coranique qui instruit surtout les enfants à la morale religieuse et à l'appren-

d'un champ socioculturel algérien naissant, moderne et attractif, ouvert à l'humanisme et à l'écoute des événements mondiaux, communément partagé par l'élite arabisante et francisante algériennes. Le développement économique des grandes puissances européennes postcoloniales du XIX^{ème} siècle (France, Italie, Allemagne, Angleterre) et l'avènement des deux guerres mondiales (1914/1918 et 1939/1945) ont développé une forte immigration de main-d'œuvre ouvrière et un enrôlement massif de soldats algériens vers la France. L'engagement de « 173 000 militaires dont 87 500 engagés » (A. Queffelec, 1995) et la vague d'émigration très importante vers la France d'une population d'origine pauvre comme main d'œuvre ont été les facteurs déterminant dans la prise de conscience de la société algérienne à l'égard du fait colonial et surtout à l'idéologie anticoloniale naissante (1936). Le contact de cette population avec la modernité et le monde industriel français, son enracinement dans la société française et son engagement dans divers partis politiques (surtout le Parti Communiste Français) et les syndicats de gauche ont contribué à donner une dimension internationale au conflit algéro-français : « À la conférence de Bandoeng, 29 pays sont représentés. ... C'est une conférence de plus -après Berlin, Genève, etc.- À l'ordre du jour figure la question du colonialisme et de la liberté des peuples à gérer leurs propres affaires... Le « Comité de libération d'Afrique du Nord » a envoyé des délégués : 1 pour chaque pays d'Afrique du Nord. Espérons qu'à cette conférence, on parlera de l'Algérie en tant que peuple et Nation » (Journal d'un oublié, p. 79). L'avènement d'une élite prolétaire politisée revendiquant un idéal nationaliste qui modifiera chez les Algériens leur attitude hostile à l'égard de l'institution scolaire coloniale qui devient le lieu privilégié assurant l'émancipation, l'accès à la modernité, au bien être. Le contact culturel direct des algériens avec la société européenne a favorisé le changement d'attitude de la population algérienne à

tissage du Coran. Les plus importantes Zaouias d'Algérie sont La Rahmaniya et La Tidjaniya, cette dernière toujours très influente dans le Sud algérien, étend ses ramifications jusqu'au Sénégal, Mali, Niger.

l'égard de la langue française qui est devenue à partir des émeutes de mai 1945 un moyen de conquête du savoir et de libération. Messali Hadj déclare pour sa part : « La langue française nous a fait comprendre la Révolution de 1789 et la pensée française, Lamartine et Victor Hugo (...) À ces sources nouvelles, nous avons puisé beaucoup. », (cité Benjamin Stora 1989 : 34).

C'est dans ce champs culturel foisonnant d'idées novatrices et révolutionnaires que Mustapha Bekkouche est né le 2 novembre 1930 à Batna, il est *assassiné* le 2 novembre 1960 à El Milia, dans la région de Constantine, par l'armée coloniale française, qui, investie de pouvoirs spéciaux, intensifie la politique de répression à l'égard des combattants algériens mais surtout des intellectuels.

Ses écrits, d'une objectivité sans faille sur le fait colonial et ses conséquences sur la population algérienne, et plus particulièrement sur l'aviissement de la dignité humaine ont commencé à faire peur aux héritiers des politiques colonialistes de la 3^{ème} république : « *Les tribunaux militaires vont siéger nuit et jour. Rien n'arrêtera plus la Répression. L'enchaînement se fera de lui-même.* » (Journal d'un oublié, p. 35). L'auteur, avec des mots incisifs, dénonce le fondement raciste de la répression envers la population arabe et insiste sur l'arbitraire qui la sous-tend : « *Le racisme brime tous les sentiments. Partout, dans les lycées, les casernes, les administrations, les hôpitaux, et même en prison, l'Arabe est Arabe. C'est un être repoussant, inférieur qu'il faut mettre tout seul.* », « *Il faut tout craindre de ces gens qui ne savent pas pourquoi ils nous mettent en prison et qui veulent nous y garder coûte que coûte.* » (Journal d'un oublié, p. 15). L'appareil judiciaire colonial français et l'injustice aveugle qui le caractérise n'échappent pas aussi à la critique et sont dénoncés par Mustapha Bekkouche avec des mots simples mais puissants qui ont un fort impact sur le lecteur et l'opinion internationale : « *Il est malheureusement devenu un fait courant que quelqu'un qui tombe entre les mains de la police en soit coupable pour aller directement en prison. La justice permet de telles choses, il n'y a plus rien à dire.* »

(Journal d'un oublié, p. 46), et : « *Nos souffrances ne peuvent pas toucher ce qu'on appelle la justice.* » (Journal d'un oublié, p. 46) pour dénoncer le caractère despotique, tyrannique des arrestations : « *Entre la justice et l'erreur judiciaire, il y a l'arbitraire qui est plus que l'injustice.* » (Journal d'un oublié, p. 110). L'auteur Mustapha Bekkouche va plus loin dans ses critiques, avec intelligence et subtilité dans le maniement de la langue française, il évoque par l'image de La Bastille et les dérives de la France contemporaine par rapport à ses fondamentaux idéologiques fondateurs de la nation française *Liberté, Égalité, Fraternité* : « *Le peuple de France... glisse de plus en plus rapidement entraîné par les gouvernements successifs, vers la pire des servilités. Ayant lui-même rendu les Bastilles qu'il a prises, il se laisse docilement enfermer après avoir libéré les autres peuples. La France n'est plus la France, ...* (Journal d'un oublié, p. 93).

3. Conclusion

La politique linguistique et culturelle « *assimilationniste et asservissante* » d'essence impérialiste, prônée par les différents gouvernements français depuis la III^{ème} jusqu'aux années 1960 a, depuis sa mise en place, toujours suscité des vocations d'opposants qui se sont distingués par la maîtrise de la langue française et son utilisation pour affirmer l'existence de la nation et du peuple algériens. Face à la variété acrolectale du français dit des "Pieds-Noirs" décrite par Duclos, 1990, on distingue que, dès les années 1880 il y a une profusion de "textes écrits en langue française par des Algériens musulmans... qui donnent le coup d'envoi à une riche tradition d'édition qui va se développer rapidement. De 1880 à 1890 une vingtaine d'ouvrages et d'opuscules au moins sont publiés par une dizaine d'auteurs. Cet accès aux mass-médias modernes ne concerne pas seulement le livre mais aussi les revues et surtout la presse avec la création du premier journal algérien, *El Hack*, en 1893 à Bône"¹. L'émergence de cette littérature

1. DJEGHLOUL Abdelkader, "La formation des intellectuels algériens modernes 1880-

d'expression française corrobore l'existence d'un processus de mise en place progressive d'un niveau acrolectale dans la variété du français utilisé comme langue de travail par des sujets parlants algériens musulmans " formés dans les collèges arabe-français (...) et largement intégrés dans les structures coloniales¹... mais très attaché à leur identité et à leur culture nationale. Cette émergence ne date pas des années 1925 ou 1936 et encore moins des années 1950 comme l'indique A. Queffelec, 1995². Elle est le corollaire logique de la restructuration - après destruction par la puissance coloniale - du système éducatif algérien. Nous citons pour illustration les premiers textes réalisés par Abdallâh Mohamed *De la justice en Algérie*, Alger, Fontana, 1880, 28 p ; Ben Mohamed Tounsi Ahmed *L'insécurité en Algérie, ses causes, les moyens de rétablir la sécurité d'Autrefois*, Marie, 1880, 16 p ; Omar Samar, *ALI, O mon frère*, 1893 ; Bensedira Belkacem *Dialogues français-arabes*, Alger, Jourdan, 328 p ; Slimane Ben Brahim en collaboration avec Etienne Dinet *Khadda la danseuse des Ouleds Naïls*, Paris, Piazza, 1910, 263 p. qui peuvent être considérés comme les chefs de files de cette élite algérienne maîtrisant parfaitement la langue française académique. Le premier roman en langue française édité par un algérien date de 1920, Ben Chérif Mohamed *Ahmed Ben Ahmed Mustapha Goumier* ; Paris Payot, 1920, 245 p ; Hadj Hamou Abd El Kader, *Zohra la femme du mineur*, Paris Édition du Monde Moderne 1925, 223. Les essais politiques constituent aussi un genre d'expression privilégié par les Algériens, écrivains et journalistes, qui ont marqué cette période par des publications littéraires et politiques d'un haut niveau et d'une parfaite maîtrise de la langue

1930", dans *Lettrés, intellectuels, et militants en Algérie 1880-1950*, publication de l'URASC-Oran, p. 6, OPU, 1988.

1. Ibidem.

2. A. QUEFFELEC ne signale pas dans son article " Histoire de la langue française en Afrique du Nord, 1914-1945 " les tous premiers textes et essais politiques écrits et édités par des algériens musulmans et qui constituent les véritables précurseurs de cette littérature d'expression française.

française : Ahmed Bouri, *Musulmans et Chrétiennes en 1912*, Émir Khaled, *La situation des Musulmans d'Algérie*, Alger, Imprimerie du Prolétariat, 1924. Mustapha Bekkouche est le digne héritier de cette élite algérienne naissante qui a su, par la plume, par la langue française s'opposer et s'affirmer en tant qu'hommes libres face à la puissance coloniale.

Partagée entre le désir de réduire à néant la population autochtone profondément attachée à sa culture, à sa religion ainsi qu'à sa langue et le souci d'édifier une seconde métropole uniquement au service de la population européenne de l'Algérie, l'administration coloniale a mis en place, dès le début de la conquête militaire de l'Algérie, une politique linguistique qui contenait en elle-même les ferments de son échec : l'exclusion dont a été victime une grande partie du peuple algérien des différents circuits de formation intellectuelle et scientifique perçus par ce dernier comme vecteurs de modernité a cristallisé les idéaux nationalistes. La répression violente, les massacres à grande échelle et le sentiment d'injustice ont favorisé et développé les langues vernaculaires surtout l'arabe dialectal et contribué à l'émergence d'une contestation politique - pacifique d'abord puis violente à partir des événements de Mai 1945 - dont les moyens d'expression et de diffusion furent l'arabe dialectal mais aussi - paradoxe de l'histoire ! - cette langue française à laquelle avait pu accéder une minorité d'Algériens pour servir d'auxiliaire à la puissance coloniale. Il nous faut cependant relever que cette minorité qui a pu accéder à l'école française a eu comme le soulignait Bachir Hadj Ali (1963, 13) par rapport à la langue française " une attitude lucide, révolutionnaire et à la longue rentable, bien que ce fut la langue du vainqueur... car cette langue destinée à former des auxiliaires de la machine coloniale et faire oublier la nôtre, est devenue un moyen d'investigation du passé, de conquête du savoir et de libération. "

Bibliographie

DERRADJI YACINE, *Algérie* in Manuel des francophonies, Ursula Reutner (Ed), Manuals of Romance Linguistics Vol 22 Éditeur De Gruyter, ISBN 978-3-11-034670-1, e- ISBN (PDF) 978-3-11-034670-1, e- ISBN (EPUB) 978-3-11-034670-1, Library of Congress Cataloging -in- Publication Data 978-3-11-034670-1 www.degruyter.com, 2017

DERRADJI Yacine, *La langue française en Algérie : particularisme lexical ou norme endogène ?* in Revue « Les Cahiers du SLADD », n° 2, pp. 15-24, Janvier 2004, ISSN : 1112-4792, Dépôt légal : 837-2004.

DERRADJI Yacine, *Le Français en Algérie : lexique et dynamique des langues*, (co-auteur avec Cherrad Yasmina, Ambroise Queffelec, Valéry Debov, Smaali Dalila), avril 2002, 592 pages, De Boeck, Editions Duculot. www.chapitre.com/...derradji-yacine.../le-francais-en-algerie,1347548.aspx

DERRADJI Yacine, *Vous avez dit langue étrangère, le français en Algérie ?*, CNRS UPRESA 6039-Nice, Didier Erudition n°15, pp. 72-82 ; (décembre 2001) <http://acedle.org/spip.php?article542>

DERRADJI Yacine, *La langue française en Algérie : langue emprunteuse et empruntée*, in Le Français en Afrique, Revue du Réseau des Observatoires du Français Contemporain en Afrique Noire, CNRS UPRESA 6039-Nice, Didier Erudition n° 13, pp. 72-82 ; (Décembre 1999) www.unice.fr/ILF-CNRS/.../derradji.html

DERRADJI Yacine, Bibliographie *Le Français en Afrique*, in Revue du Réseau des Observatoires du Français Contemporain en Afrique Noire, CNRS UPRESA 6039-Nice, Didier Erudition n°11, (1997)

DJEGHLOUL Abdelkader, "La formation des intellectuels algériens modernes 1880-1930", dans Lettrés, intellectuels, et militants en Algérie 1880-1950, publication de l'URASC-Oran, p. 6, OPU, 1988.

LACHERAF Mostefa, *Algérie, Nation et société*, (1974) Édition SNED, Algérie

QUEFFELEC Ambroise, « Histoire de la langue française en Afrique du Nord, 1914-1945 »

<https://www.lefigaro.fr/vox/histoire/2016/03/18/31005-20160318ARTFIG00198-19-mars-quand-francois-mitterrand-declarait-l-algerie-c-est-la-france>

<https://www.mitterrand.org/1946-1957-Le-plus-jeune-des.html>